



## **Benoît Hamon présente sa candidature au poste de Premier secrétaire**

*Reims, 16 novembre 2008*

Mes chers camarades, je vais essayer en quinze minutes de vous dire comment je conçois l'avenir de notre parti et vous parler un petit peu de ma candidature et de ce qui la motive et la justifie.

Au préalable, je voudrais saluer Eric Hénard qui va être candidat pour notre parti aux élections législatives à Reims dimanche prochain, lui souhaiter bon vent. Je voudrais remercier les militants de la fédération et remercier tout particulièrement, même si on les sort généralement du lot, remercier les camarades du service d'ordre.

Je mesure la responsabilité qui est la nôtre aujourd'hui. Je la mesure parce que nous sommes regardés, je la mesure parce que nous sommes regardés par des hommes et des femmes qui, de plus en plus distraitement, observent le bal des socialistes, la scène que nous jouons inlassablement depuis plusieurs mois.

Je mesure notre responsabilité parce qu'il y a besoin de nous, et je sais que cette responsabilité est à la fois collective, celle de tous les militants, de tous les dirigeants, mais aussi celle, individuelle, de celle ou celui qui dirigera ce parti.

Il n'y a pas eu de synthèse hier, ni partielle ni générale, et c'est regrettable qu'il ne se soit pas dégagé une majorité, mais en même temps, ce n'est pas grave, il y a plus grave. Et notre congrès a d'ores et déjà tranché deux débats : les militants ont indiqué clairement leur souhait que le Parti socialiste soit ancré à gauche, et ils ont aussi clairement indiqué leur volonté de renouveler le parti et de le rénover.

Le vote du 20 novembre viendra dire quelle sera la nature du changement qui s'opérera dans le parti. Nous savons d'ores et déjà que tout changera, ou que beaucoup changera, mais nous ne savons pas encore dire quelle est la direction que prendra ce changement. Comme vous, moi, j'aime ce parti, mais l'aimer ne suffit pas. Nous devons reconnaître qu'il traverse aujourd'hui une crise politique sérieuse.

Il mue, se transforme et hésite, hésite sur l'essentiel : le projet, son utilité, son identité et sa stratégie d'alliance. Ces quatre sujets sont liés, j'essaierai d'en dire un mot tout à l'heure et de le démontrer.

Mais si nous vivons une crise politique sérieuse, et nous devons le reconnaître, reconnaissons aussi que cette crise est européenne. C'est toute la social-démocratie européenne qui s'interroge aujourd'hui. Elle s'interroge sur sa fonction, son rôle, là où dans chacun de nos Etats membres, nos partis frères sont confrontés à l'échec ou aux difficultés de leur propre modèle social, des capacités de leur propre Etat à intervenir et à assurer les solidarités élémentaires.

Cette crise de la social-démocratie européenne, qui renvoie à la crise du socialisme français, est une crise sérieuse car elle s'inscrit dans un moment politique particulier, ce moment que nous vivons, celui d'un renversement de cycle. Nous vivons un moment extraordinaire, et on peut avoir vécu toute une vie de militant et ne pas connaître un moment comme nous le vivons aujourd'hui, et selon les réponses que nous formulerons à l'occasion de ce congrès et dans les mois qui viennent, nous saurons, et ils sauront, ceux qui nous regardent, ceux qui attendent de nous encore quelque chose, si nous compterons au rang des bâtisseurs et des architectes du monde nouveau ou si nous compterons au rang de celles et ceux qui assisteront passifs au lent déclin de nos idées.

Alors, mes chers camarades, cette crise, ne la voyons pas négativement, elle offre des opportunités, et ces opportunités sont belles. Partout dans le monde aujourd'hui on rappelle la régulation contre le marché tout-puissant, on rappelle l'Etat, la maîtrise des échanges, l'intervention publique, contre un modèle économique libéral qui a failli.

Mais ne soyons pas dupes que dans un moment comme celui-là, là où un monde s'effondre et que bientôt arrivera dans ce pays comme dans l'Europe l'onde sociale de ce séisme, qu'elle sera brutale et implacable, qu'elle aura des conséquences terribles pour nos concitoyens et notamment les plus vulnérables, ne soyons pas dupes de ce que sera leur colère, leur exaspération, et que peut-être cette exaspération pourra se tourner contre nous si nous ne sommes pas à la hauteur des questions qui nous sont posées.

Nous sommes dans cet intervalle, mes chers camarades, ce clair obscur, je l'ai dit tout au long du congrès et je le maintiens : nous savons ce qui n'est plus, nous ne savons pas exactement ce qui va naître. Dans un moment comme celui-là, quand nous regardons les nôtres, ceux qui n'en peuvent plus, ceux qui s'inquiètent pour leur sort et pour celui de leurs enfants, qui pensent que leur avenir est bouché, qui pensent qu'il n'y a pas de futur pour eux, que même leur bulletin de vote ne change pas les conditions dans lesquelles ils vivent, ayons conscience qu'il n'est pas naturel pour eux de considérer que l'amélioration de leur sort, ce soit le retour du Parti socialiste.

Ce n'est pas naturel, et d'autres offriront un débouché politique à cette crise : nationaliste, xénophobe, communautaire, obscurantiste. Ces solutions aussi seront dans le débat politique. C'est pour ça que nous avons une grande responsabilité, c'est pour ça que j'accueille avec beaucoup de gravité le moment que nous venons de vivre. Cela aurait été mieux d'ailleurs d'avoir une majorité, de sortir forts, plus forts, avec des débats réellement tranchés. Ce n'était pas possible, soit, eh bien poursuivons ce travail, essayons de faire en sorte que le 20 novembre nous facilite la tâche et aide à la clarification de ces choix.

Nous avons aussi la responsabilité de formuler des réponses concrètes face à l'urgence sociale, il faudra parler du fait qu'aujourd'hui, on continue de licencier dans des entreprises profitables, et que c'est inacceptable.

Il faudra dire que l'on ne peut plus supporter que des entreprises qui sont des entreprises qui dégagent des bénéfices en bourse délocalisent pour dégager encore plus de bénéfices. Il faudra plaider pour un pôle financier public, il faudra plaider pour une réorientation de la construction européenne qui permette demain de mieux protéger les citoyens européens, de faire en sorte qu'ils ne soient pas toujours plus exposés à la mondialisation libérale, mais que l'Europe leur offre enfin ces protections auxquelles ils aspirent.

Sur ces terrains-là, nous devons formuler des réponses exigeantes. Nous devons aussi, et je pense que c'est une tâche importante, dès lors que nous disons nos réponses à la crise financière, faire le lien avec la question des alliances. Et j'en dis un mot. Ne jouons pas une fausse partition entre nous, il y a des désaccords sur cette question et les faits récents l'illustrent, les préférences des uns et des autres l'illustrent.

Pourquoi je considère aujourd'hui que l'alliance avec le MoDem est dangereuse? La crise financière, quelle est la réponse de François Bayrou ? Prendre cinq points du PIB des ménages et les transférer sur les entreprises. Que dit encore François Bayrou?

Il veut interdire les déficits publics et l'inscrire dans la Constitution, c'est-à-dire interdire toute forme de politique de relance économique au niveau national alors que nous sommes déjà

sévèrement encadrés par le pacte de stabilité de croissance au niveau européen, qui vient d'être suspendu, justement pour pouvoir répondre à la crise financière.

Nous voyons que leurs options économiques fondamentales sont libérales et incompatibles avec le projet que nous avons tous défendu à cette tribune.

C'est pour cela, et je le dis simplement sans fétichisme à l'égard du rassemblement de la gauche : nous ne pourrions pas gouverner demain avec des ministres libéraux et un Premier ministre libéral si nous défendons un projet de gauche.

Je pense cette clarification nécessaire parce qu'elle participe de la lutte contre cette forme d'indifférenciation dans le débat politique, qui est le mal de la période. On prétend qu'il n'y a qu'une seule voix possible, un seul chemin, et que la gauche et la droite se différencieraient sur le dosage des réformes, sur le tempo, le calendrier. On entend ça tout le temps, et on a même vu ce spectacle désolant de certains d'entre nous passer dans le camp d'en face au nom de l'intérêt général, ou ce spectacle toujours désolant, je le dis, de Nicolas Sarkozy qui se moque et qui rit de nos divisions.

Le principal contre-pouvoir qu'il a affaibli dans la société française, ce n'est pas les médias, ce n'est pas les syndicats, ce n'est pas le pouvoir judiciaire, c'est le Parti socialiste. En tout cas, Nicolas Sarkozy trouve à chacune de ces réformes l'un d'entre nous pour lui apporter son soutien.

Je veux un parti musclé, un parti décomplexé en capacité, face à cette droite liberticide, cette droite qui restreint le champ d'intervention de l'Etat, cette droite qui limite les droits des salariés et des citoyens, je veux une gauche qui soit une gauche parfaitement décomplexée.

Je veux aussi une gauche renouvelée. Et là, je voudrais souligner le fascinant paradoxe, ou contraste, que l'élection de Barack Obama nous permet de saisir avec la scène politique européenne et française. L'élection de Barack Obama aurait été impossible selon les règles qui président à la sélection des élites dans notre pays.

Pour commencer, si Barack Obama avait été Français, il lui aurait fallu vieillir une bonne quinzaine d'années, perdre si possible quelques scrutins pour se faire le cuir, et être jugé apte à concourir à l'élection suprême. On ne fait pas irruption comme cela en cinq ans le paysage politique français, on doit montrer patte blanche, au sens propre comme au sens figuré.

Notre paysage politique est désespérément blanc, si uniforme qu'il passe une injure supplémentaire qui passe pudiquement par la diversité car les processus de sélection des élites sont au diapason de la en son sens, de père en mère, ou de fils en fille, on occupe toujours la même place dans la hiérarchie sociale, l'ascenseur social est en panne, quand il fonctionne, en général, ce n'est pas pour monter, mais c'est pour des cendre.

S'ajoutent donc des mécanismes et l'égalité des droits. Le drame, je le dis pour nous, parfois, c'est que nous prenons des prétextes complètement fallacieux.

Mais tout le monde n'est pas éligible. Je prétends que sur ce point, notre parti doit changer et que la société est bien plus mûre nous devons donc être exemplaires, promouvoir la on peut et on doit même s'en émouvoir. Le symbole est trop frappant pour qu'on ne regarde pas cette réalité en face.

Ou serait-ce la conséquence de l'échec des politiques publiques depuis vingt ans incapable d'assurer l'égalité des droits. C'est là qu'il faut chercher la réponse. Pas seulement dans ces sections, mais surtout demain dans ses groupes parlementaires.

Alors, mes chers camarades, j'en viens à ma conclusion. Je suis donc aujourd'hui candidat devant vous, et je dis devant tous les militants socialistes, je mesure la difficulté d'incarner ici concrètement devant vous cette fonction et ce rôle. Vous vous dites sans doute, celui qui est devant nous peut-il être votre Premier secrétaire ? Ce n'est pas facile d'appréhender.

Ceux qui ont parlé et qui vont parler aujourd'hui, devant vous, posséderont et incarneront cette responsabilité.

Le premier réflexe, la première clé consiste à les comparer avec celui qui occupait la fonction juste avant, François.

Tout au long de ces mandats à notre tête, vous le savez, j'ai connu quelques sérieux désaccords politiques avec lui. C'est pourtant vers lui, qu'avec d'autres, après la synthèse du Mans, je m'étais tourné pour lui dire qu'il lui revenait de prendre la tête du combat présidentiel. Il a fait un autre choix. J'ai aussi été son secrétaire national à l'Europe quelques mois. À ce moment-là nous avons démontré que nos accords stratégiques sur l'Europe, n'empêchait pas le Parti de défendre une vision exigeante du projet européen en France comme chez nos partenaires.

Je ne retiens pas de lui et de son mandat, un discours en particulier, un moment politique gai ou triste ou un trait de caractère. Je retiens et je lui dis, sa volonté de servir l'intérêt général du Parti, celui qui dépasse nos petites personnes, celui qui suggère l'effacement, l'intérêt qui appelle d'accepter parfois de renoncer à la lumière, l'intérêt du Parti qui appelle la rigueur, la constance et le travail.

Vous disposez dans nos parcours, dans nos chemins, dans nos actes, d'indices qui dessinent je l'espère, non pas un profil, un style de candidat, mais le projet politique que chacun d'entre nous servira.

Je tire, sans doute de mes origines provinciales et modestes, une morale qui accorde une place particulière à la persévérance, à la constance et à l'effort.

De cette morale, je veux dire que je la mettrai au service de notre parti. Nous allons vivre une épreuve ensemble et nous allons la traverser ensemble parce que celles et ceux qui nous voulons représenter dans l'espace public vont vivre de plein fouet les conséquences de cette crise sociale.

Ce qui commence, et cela peut être exaltant, c'est un authentique combat politique et de ce combat peut naître une espérance, et de cette épreuve peut naître le désespoir. Mais je suis venu vous dire aussi, mes chers camarades, que dans ce combat que nous allons mettre ensemble, j'ai l'honneur de vous demander d'être en première ligne.